

9° de analyse van het inschakelingspercentage na afloop van de overeenkomst voor een instapopleiding;

10° het aantal werkgevers die minstens tien stagiairs tegelijk aanwerven, evenals het inschakelingspercentage onder die aanwervingen;

11° het aantal contracten, gesloten met een agentschap voor uitzendarbeid, evenals het inschakelingspercentage onder die aanwervingen.

Het evaluatieverslag, verwezenlijkt door "Forem", wordt overgemaakt aan het beheerscomité van "Forem" en aan de Minister.

§ 2. "Forem" verricht een halfjaarlijkse budgetaire opvolging.

Op grond van de opvolging, bedoeld in lid 1, kan de Minister, onder de voorwaarden van dit besluit en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, de terugbetaling van de opleidingen bedoeld in artikel 14, § 2, beperken.

**Art. 18.** Het comité bedoeld in artikel 8 van het decreet stelt de werkingsregels ervan in een huishoudelijk reglement vast. Het huishoudelijk reglement wordt de Minister ter goedkeuring voorgelegd.

**Art. 19.** Opgeheven worden:

1° het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2007 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien;

2° het ministerieel besluit van de Waalse Regering van 19 december 2007 tot bepaling van de nadere uitvoeringsregels van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien.

**Art. 20.** Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2019.

**Art. 21.** De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202676]

**25 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel déterminant les modalités d'exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle**

Le Ministre de la Formation,

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, les articles 4 et 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, les articles 7 et 9;

Considérant les propositions soumises par le Forem,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 7, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, ci-après dénommé l'« arrêté », le modèle du contrat de formation-insertion est établi conformément à l'annexe 1<sup>re</sup> du présent arrêté.

**Art. 2.** Le Forem est habilité à agréer la convention visée à l'article 9 de l'arrêté, sur base d'une demande qui lui est adressée par l'employeur initial.

Le Forem accuse réception de la demande au plus tard dans les dix jours. Si la demande est incomplète, il en avise l'employeur en lui faisant part de la suspension du délai visé à l'alinéa suivant, jusqu'à réception des pièces ou renseignements manquants.

Le Forem prend sa décision dans les quinze jours qui suivent la réception de la demande complète.

**Ar. 3.** Le modèle de la convention visée à l'article 9 de l'arrêté est établi conformément à l'annexe 2 du présent arrêté.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2019.

Namur, le 25 avril 2019.

P.-Y. JEHOLET

## Annexe 1 : modèle du contrat de formation-insertion

**CONTRAT DE FORMATION-INSERTION****ENTRE**

dénomination sociale.....  
 forme : .....  
 siège social /adresse à.....  
 numéro d'entreprise BCE : .....  
 dénomination de l'unité d'établissement : .....  
 unité d'établissement à.....  
 numéro d'unité d'établissement BCE : .....  
 valablement représenté par M. .... (nom, prénom)  
 domicilié(e) à..... (code postal, localité, adresse, n°).  
 NISS : .....

**ci-après dénommé l'Employeur****ET**

M. .... (nom, prénom)  
 domicilié(e) à..... (code postal, localité, adresse, n°)  
 NISS : .....  
 Numéro demandeur d'emploi : .....

**ci-après dénommé le Stagiaire****Et**

l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, organisme d'intérêt public régi par le décret du 6 mai 1999, dont le siège est situé 104, Boulevard Tirou à 6000 Charleroi, valablement représenté par Marie-Kristine VANBOCKESTAL, Administratrice générale

**ci-après dénommé le Forem**

En application du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle,  
 il est convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent contrat a pour objet la formation-insertion du stagiaire pour l'activité professionnelle de ..... chez l'employeur.

Il constitue un contrat sui generis numéroté .....

**Art. 2.** Le présent contrat de formation-insertion est conclu pour un plan de formation d'une durée de formation de ..... semaines du ..... au .....

La durée hebdomadaire des prestations effectives est de ..... heures/semaine, sans possibilité de prester des heures supplémentaires et réparties comme suit :

	DE	A
LUNDI	..... .....	..... .....
MARDI	..... .....	..... .....
MERCREDI	..... .....	..... .....
JEUDI	..... .....	..... .....
VENDREDI	..... .....	..... .....
SAMEDI	..... .....	..... .....
DIMANCHE	..... .....	..... .....

Toute modification des tranches horaires prévues à l'alinéa 2 ne peut avoir lieu que moyennant l'avertissement préalable du stagiaire et en conservant la durée hebdomadaire prévue à l'alinéa 2.

**Art. 3.** Le présent contrat de formation-insertion débute par une période d'essai d'une durée de ..... semaines.

Pendant cette période d'essai, chacune des parties peut mettre fin au présent contrat moyennant un préavis de sept jours notifié conjointement aux deux autres parties par envoi recommandé, reprenant le ou les motif(s) de la rupture et sortissant ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

**Art. 4.** Le processus de formation est défini dans un plan de formation annexé au présent contrat et dont il fait partie intégrante.

Ce plan de formation reprend la description de l'activité professionnelle chez l'employeur, le programme de formation, le nom du ou des tuteurs en charge du suivi et de l'accompagnement du stagiaire

Le déroulement de la formation sera évalué selon les modalités définies à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle.

**Art. 5.** En application de l'article 5 du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, dans le cadre de l'exécution du présent contrat, l'employeur :

1° accueille le stagiaire, veille à son intégration dans le milieu professionnel pendant l'exécution du présent contrat, lui remet le règlement de travail lors de la signature du présent contrat et s'engage à ne pas laisser le stagiaire seul sur le lieu d'exécution du contrat;

2° forme le stagiaire en lui confiant des tâches en lien avec son plan de formation et l'activité professionnelle à pourvoir;

3° prend les précautions nécessaires pour protéger le stagiaire des dangers éventuels liés à l'exécution du présent contrat et, pour cela, l'informe des dangers et des mesures de sécurité à respecter et lui délivre, s'il existe, un descriptif de ces dangers et mesures;

4° prépare le stagiaire à l'exercice de l'activité professionnelle à pourvoir, notamment en mettant à sa disposition l'aide, l'outillage, en tenant compte de l'usure normale de celui-ci, les matières premières, les vêtements de travail et de protection nécessaires;

5° forme dans l'entreprise ou le cas échéant, auprès d'un opérateur de formation, le stagiaire selon les modalités précisées à l'article 2 du présent contrat et conformément au plan de formation annexé au présent contrat;

6° effectue la déclaration DIMONA à l'Office national de la sécurité sociale au plus tard au moment où débute l'exécution du présent contrat;

7° collabore avec le Forem en lui permettant d'exercer sa mission de vérification du bon déroulement de la formation et en l'informant dans les meilleurs délais, sur toute difficulté liée à l'exécution du présent contrat;

8° complète et transmet au Forem les documents administratifs et pédagogiques spécifiques nécessaires au suivi technique et pédagogique par le Forem du présent contrat, notamment la copie de l'attestation de compétences professionnelles délivrée au stagiaire, les états de prestations mensuelles effectives du stagiaire pour le mois échu, les états étant communiqués au Forem conformément aux modalités prévues à l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle;

9° assure, conformément aux conditions prévues à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du décret, le stagiaire contre les accidents de travail et les accidents sur le chemin du travail en concluant, auprès d'une société ou d'une caisse d'assurances agréée, une police d'assurance qui garantit au stagiaire les mêmes avantages que ceux qui sont mis à charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, cette assurance couvrant également les accidents sur le chemin conduisant au lieu d'exécution du contrat de formation-insertion et le cas échéant, chez l'opérateur de formation ainsi que les accidents survenant lors des activités de formation organisées tant au lieu d'exécution du contrat de formation-insertion qu'auprès d'un opérateur de formation;

10° déclare les accidents survenus à la compagnie d'assurances, en informe immédiatement le Forem et, plus généralement, respecte l'ensemble de ses obligations; si l'accident se produit sur le chemin conduisant au lieu d'exécution du contrat de formation-insertion, les données en vue de remplir la déclaration d'accident étant fournies le plus rapidement possible par le stagiaire et si l'accident se produit chez l'opérateur de formation, celui-ci en informe immédiatement l'employeur et lui communique les données en vue de remplir la déclaration d'accident;

11° couvre les dommages causés par le stagiaire à des tiers à l'employeur en concluant, auprès d'une société d'assurance agréée, un contrat d'assurance responsabilité civile;

12° respecte les dispositions de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ainsi que les obligations édictées par le Code sur le bien-être au travail, par le Règlement général de protection du travail ou par les conventions collectives de travail applicables à l'entreprise, en ce compris la prise en charge des évaluations de santé préalables;

13° verse mensuellement au Forem, au prorata des prestations effectives du stagiaire, communiquées au Forem selon les modalités prévues à l'article 13, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle ou à défaut au prorata de la durée hebdomadaire de prestations prévues pour le stagiaire à l'article 2, une intervention financière calculée sur base d'un montant de..... conformément à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle;

14° veille dans toute la mesure du possible à désigner un tuteur suppléant le tuteur effectif, absent pour une période de courte durée, sans préjudice des dispositions à prendre par l'entreprise pour remplacer le tuteur effectif en cas d'absence de longue durée ou de changement de tuteur; le tuteur suppléant répondant au mieux au profil et aux conditions exigés pour le tuteur effectif;

15° délivre, au plus tard au dernier jour de l'exécution du présent contrat, au stagiaire l'attestation de compétences professionnelles acquises durant l'exécution du présent contrat comme prévu à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle;

16° occupe le stagiaire, sous contrat de travail, pour l'activité professionnelle à pourvoir, à l'issue du présent contrat de formation-insertion conformément à l'article 12 ci-après.

**Art. 6.** Dans le cadre de l'exécution du présent contrat, le stagiaire :

1° suit la formation jusqu'à son terme avec assiduité dans le respect de la durée hebdomadaire des prestations visée à l'article 2 et de l'ensemble des modalités du présent contrat;

2° agit conformément aux instructions qui lui sont données par l'employeur, via un de ses mandataires ou préposés, via son tuteur, en vue de la bonne exécution du présent contrat;

3° s'abstient de tout ce qui pourrait nuire, soit à sa propre sécurité, soit à celle des personnes qui effectuent des prestations à ses côtés, soit à celle de tiers;

4° restitue en bon état à l'entreprise l'outillage, les matières premières non utilisées et les vêtements de travail et de protection qui lui ont été confiés;

5° avertit immédiatement l'employeur et le cas échéant, l'opérateur de formation de toute absence et leur communique les informations et attestations permettant de les justifier dans les deux jours ouvrables, sauf dispositions contraires prévues au règlement de travail;

6° accepte les déplacements éventuels inhérents aux activités de l'employeur et à son programme de formation;

7° communique à l'employeur et au Forem tout changement de sa situation ayant un impact sur l'exécution du présent contrat de formation-insertion;

8° s'abstient, tant au cours du présent contrat qu'après la cessation de celui-ci, de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que les secrets de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance en raison de sa présence chez l'employeur;

9° prévient, dans les plus brefs délais, le Forem de toute difficulté liée à l'exécution du présent contrat.

**Art. 7.** En application de l'article 7 du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, dans le cadre de l'exécution du présent contrat, le Forem :

- 1° assure le suivi technique et pédagogique du contrat de formation-insertion;
- 2° assure la vérification du bon déroulement de la formation;
- 3° paye au stagiaire la prime mensuelle imposable prévue à l'article 8 ci-après;
- 4° paye au stagiaire les frais de déplacement prévus à l'article 9 ci-après;
- 5° paye au stagiaire, pour les enfants dont il a la charge, l'intervention dans les frais de milieux d'accueil, de gardien, de maison d'enfants ou de garderie scolaire prévue à l'article 10 ci-après;
- 6° verse à l'employeur une indemnité pour les frais de la formation lorsque le programme de formation annexé au présent contrat prévoit son organisation par un tiers tel que défini à l'article 2, 5°, e) du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle;
- 7° adresse mensuellement à l'employeur une lettre de créance relative à son intervention financière forfaitaire fixée conformément à l'article 5, 13°, ci-dessus, l'invitant à payer dans un délai de 10 jours à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de la lettre de créance.

**Art. 8.** La prime mensuelle visée à l'article 6, alinéa 2, 1°, du décret, perçue par le stagiaire à charge du Forem, est pour un contrat de formation-insertion dont la durée hebdomadaire des prestations correspond à un régime temps plein de :

- 1° vingt pour cent du revenu minimum mensuel moyen garanti, dénommé ci-après R.M.M.M.G., fixé par le Conseil national du Travail si le montant des allocations, revenu ou indemnités visés à l'article 6, alinéa 2 du décret est de 38,5 euros par jour ou plus adaptés selon l'indexation des allocations sociales;
- 2° quarante pour cent du R.M.M.M.G. fixé par le Conseil national du Travail si le montant des allocations, revenu ou indemnités visés à l'article 6, alinéa 2 du décret est compris entre 25,66 euros par jour et 38,49 euros par jour adaptés selon l'indexation des allocations sociales;
- 3° soixante pour cent du R.M.M.M.G. fixé par le Conseil national du Travail si le montant des allocations, revenu ou indemnités visés à l'article 6, alinéa 2 du décret est de 25,65 euros par jour ou moins adaptés selon l'indexation des allocations sociales;
- 4° quatre-vingt pour cent du R.M.M.M.G. fixé par le Conseil national du Travail si le stagiaire ne bénéficie d'aucune allocation, revenu ou indemnité visés à l'article 6, alinéa 2 du décret.

Si la durée hebdomadaire des prestations du contrat de formation-insertion correspond à un régime à temps partiel, le montant de la prime visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est calculé au prorata de la durée hebdomadaire des prestations.

**Art. 9.** Quel que soit le moyen de transport utilisé, le Forem prend en charge les frais de déplacement entre la résidence du stagiaire et l'unité d'établissement déclarée au présent contrat, sur base des tarifs du transport en commun le moins onéreux, et ce, à condition que la distance - trajet simple - soit supérieure ou égale à 5 km.

**Art. 10.** Pour les frais attestés de milieux d'accueil, de gardien et de maison d'enfants, l'intervention du Forem s'élève à 4 euros par jour et par enfant à charge du stagiaire.

Pour les frais attestés de garderie scolaire, l'intervention du Forem s'élève à 2 euros par jour et par enfant à charge du stagiaire.

**Art. 11.** Le contrat de formation-insertion prend fin avant son terme :

- 1° à la date de la communication par le curateur de la faillite de l'employeur;
- 2° sur décision motivée du stagiaire en cas de non-respect par l'employeur des obligations prévues à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, 4°, 7°, du décret;
- 3° sur décision motivée de l'employeur en cas de cessation d'activités, d'inaptitude du stagiaire portant tant sur ses capacités physiques et intellectuelles que sur ses compétences comportementales et relationnelles, de non-obtention de la certification prévue au plan de formation et obligatoire pour l'exercice de la profession apprise, en cas d'engagement anticipé du stagiaire qui a acquis toutes les compétences requises pour le poste avant le terme de la période de formation;
- 4° sur décision motivée du Forem en cas de non-respect par l'employeur des obligations prévues à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, 6°, 12°, 14°, du décret.

L'information relative à la rupture du contrat de formation-insertion et à sa motivation sont transmis au Forem dans les sept jours qui suivent le jour de la prise d'effet de la rupture.

**Art. 12.** L'employeur s'engage à embaucher le stagiaire dans les liens d'un contrat de travail pour l'activité professionnelle apprise immédiatement après la fin du présent contrat, pour une durée au moins égale à celui-ci, au salaire mensuel brut de..... pour un régime à temps plein fixé dans le respect des conventions collectives de travail ou selon les barèmes en vigueur dans la fonction publique.

**Art. 13.** Par leur signature respective apposée sur le document précisant le plan de formation annexé au présent contrat les parties marquent leur entier accord sur le dit plan.

**Art. 14.** Les parties déclarent avoir pris connaissance du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle.

Ainsi établi à ..... le..... en trois exemplaires signés par les parties qui reconnaissent avoir reçu leur exemplaire.

L'Employeur

Le Stagiaire

Pour le FOREm

L'Administratrice générale

Marie-Kristine

VANBOCKESTAL

Représentée par

## Annexe au contrat de formation-insertion : plan de formation

**Plan de formation-insertion**

Direction régionale : Numéro PFI : Conseiller PFI : Tél : E-mail :	Employeur : Entreprise utilisatrice [1]: Lieu(x) de formation : Tél : E-mail : Tuteur : Stagiaire : Tél : E-mail :
--	--

**Intitulé de la fonction :**

<b>DESCRIPTION DE LA FORMATION</b>		
Ce sont toutes les activités et les compétences que le stagiaire doit acquérir.		
<b>Besoins de l'entreprise</b>	<b>Déjà acquis par le stagiaire</b>	<b>A acquérir par le stagiaire</b>
1. Activités de base de l'activité professionnelle 2. Activités spécifiques de l'activité professionnelle 3. Compétences <sup>[2]</sup> 4. Autres activités, compétences, savoir-être et/ou aptitude particulières à l'entreprise (par exemple : formation externalisée <sup>[3]</sup> , validation des compétences,...)		

Durée globale de la formation <sup>[4]</sup> :

Date et signature :

Entreprise

Stagiaire Conseiller PFI

## Annexe 2 : modèle de la convention de transfert de l'obligation d'engagement

**Convention de transfert d'obligation entre l'employeur chez qui le stagiaire a effectué sa formation et l'employeur qui engage le stagiaire sous contrat de travail.****Entre l'Employeur**

dénomination sociale.....

forme : .....

siège social /adresse à.....

numéro d'entreprise BCE : .....

dénomination de l'unité d'établissement : .....

unité d'établissement à.....

numéro d'unité d'établissement BCE : .....

valablement représenté par M. .... (nom, prénom)

domicilié(e) à..... (code postal, localité, adresse, n°).

NISS.....

**qui a assuré la formation du stagiaire****Et l'Employeur**

dénomination sociale.....

forme : .....

siège social /adresse à.....

numéro d'entreprise BCE : .....

dénomination de l'unité d'établissement : .....

unité d'établissement à.....

numéro d'unité d'établissement BCE : .....

valablement représenté par M. .... (nom, prénom)

domicilié(e) à..... (code postal, localité, adresse, n°).

NISS.....

**qui engage le stagiaire sous contrat de travail****Et****Le stagiaire**

M. .... (nom, prénom)

domicilié(e) à..... (code postal, localité, adresse, n°)

NISS : .....

Et

L'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, organisme d'intérêt public régi par le décret du 6 mai 1999, dont le siège est situé 104 Boulevard Tirou à 6000 Charleroi, valablement représenté par Marie-Kristine Vanboeckstal, Administratrice générale

En application du décret du Gouvernement wallon du 3 avril 19 relatif à la formation professionnelle individuelle.

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'employeur..... ayant conclu en date du..... un contrat formation- insertion pour une durée de..... semaines permettant d'assurer la formation du stagiaire pour l'activité professionnelle de..... ne peut réaliser l'engagement du stagiaire sous contrat de travail.

**Art. 2.** L'employeur..... s'engage à occuper le stagiaire sous contrat de travail à l'issue de la période de formation et pour une durée minimale égale à celle initialement prévue à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 3.** Le contrat de formation-insertion visé à l'article 1<sup>er</sup> est joint à la présente convention pour en faire partie intégrante.

L'employeur visé à l'article 2 déclare également avoir pris connaissance du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle et de l'arrêté du Gouvernement wallon 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle.

**Art. 4.** L'engagement du stagiaire s'effectuera conformément aux dispositions de la commission paritaire n°... ou des barèmes en vigueur dans la fonction publique au salaire de..... euros heure/mois et au régime de travail de ..... heures par semaine.

**Art. 5.** La présente convention entre en vigueur le...

Les dispositions ne peuvent être modifiées que de commun accord sous forme d'un avenant signé par les parties et joint à la présente convention.

Ainsi établi à....., le....

En quatre exemplaires signés par les parties qui reconnaissent avoir reçu leur exemplaire.  
Pour l'employeur

qui assure la formation

Le stagiaire

<sup>[1]</sup> A compléter si l'employeur est une agence de travail intérimaire.

<sup>[2]</sup> Il s'agit des savoirs et des savoir-faire nécessaires à la réalisation des activités de base et/ou spécifiques de la fonction.

<sup>[3]</sup> Dans ce cas, indiquez le lieu de formation et la durée.

<sup>[4]</sup> Exprimée en semaines.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202676]

**25 APRIL 2019. — Ministerieel besluit tot bepaling van de nadere uitvoeringsregels van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding**

De Minister van Vorming,

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding, inzonderheid op de artikelen 4 en 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding, inzonderheid op de artikelen 7 en 9;

Gelet op de voorstellen voorgelegd door "FOREm",

Besluit :

**Artikel 1.** Overeenkomstig artikel 7, lid 4, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding, hierna "het besluit" genoemd, wordt het model voor de overeenkomst voor een instapopleiding vastgesteld overeenkomstig bijlage 1 bij dit besluit.

**Art. 2.** "Forem" is ertoe gemachtigd, de overeenkomst bedoeld in artikel 9 van het besluit te erkennen op grond van een aanvraag die het krijgt van de initiële werkgever.

"FOREm" bericht ontvangst van de aanvraag, uiterlijk binnen de tien dagen. Als de aanvraag onvolledig is, licht "Forem" de werkgever in hetzelfde schrijven daarover in en deelt hem mee dat de termijn bedoeld in volgend lid opgeschort wordt totdat de ontbrekende stukken of gegevens ontvangen zijn.

"FOREm" neemt zijn beslissing binnen de vijftien dagen volgend op de ontvangst van de volledige aanvraag.

**Art. 3.** Het model van de overeenkomst bedoeld in artikel 9 van het besluit wordt vastgesteld overeenkomstig bijlage 2 bij dit besluit.

Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2019.

Namen, 25 april 2019.

P.-Y. JEHOLET

Bijlage 1 : model van de overeenkomst voor een instapopleiding

**OVEREENKOMST VOOR EEN INSTAPOLEIDING****Tussen :**

Firma naam.....

Vorm: .....

Maatschappelijke zetel / adres te...

KBO-nummer van de onderneming: .....

Benaming van de inrichtingseenheid:

Bedrijfseenheid te...

KBO-nummer bedrijfseenheid: .....

geldig vertegenwoordigd door de heer... (naam, voornaam), met woonst te... (postcode, plaatsnaam, adres, nr.).

INSZ.....

**hierna de "Werkgever" genoemd****En**

De heer/mevr.... (naam, voornaam) met woonst te... (postcode, plaatsnaam, adres, nr.). INSZ: .....

Nummer werkzoekende: .....

**hierna de "Stagiair" genoemd****En**

De "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" ("Forem"), openbare instelling vallend onder het decreet van 6 mei 1999, met zetel te 104, Boulevard Tirou te 6000 Charleroi, geldig vertegenwoordigd door Marie-Kristine VANBOCKESTAL, administrateur-generaal

**hierna de "FOREm" genoemd**

Overeenkomstig het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding,

Wordt overeengekomen wat volgt :

**Artikel 1.** Deze overeenkomst heeft als voorwerp de instapopleiding van de stagiair voor de beroepsactiviteit... bij de werkgever.

Ze wordt beschouwd als een "sui generis" overeenkomst met nr...

**Art. 2.** Deze overeenkomst voor een instapopleiding wordt gesloten voor een opleidingsplan met een opleidingsduur van... weken van... tot...

De wekelijkse duur van de effectieve prestaties bedraagt... uur/week, zonder mogelijkheid tot het maken van overuren, verdeeld als volgt :

	VAN	TOT
MAANDAG	..... .....	..... .....
DINSDAG	..... .....	..... .....
WOENSDAG	..... .....	..... .....
DONDERDAG	..... .....	..... .....
VRIJDAG	..... .....	..... .....
ZATERDAG	..... .....	..... .....
ZONDAG	..... .....	..... .....

Wijzigingen in de uurregelingen bedoeld in lid 2 kunnen enkel worden doorgevoerd als de stagiair voorafgaandelijk wordt ingelicht en met behoud van de wekelijkse duur bedoeld in lid 2.

**Art. 3.** Deze overeenkomst voor een instapopleiding vangt aan met een proefperiode met een duur van... weken.

Tijdens deze proefperiode kan elkeen der partijen huidige overeenkomst beëindigen, mits een vooropzeg van zeven dagen waarvan tegelijk aan de twee andere partijen kennis is gegeven middels een aangetekende zending waarin het (de) motieven van de verbreking wordt (worden) opgegeven, waarbij deze hun effect sorteren de derde werkdag volgens op de datum van verzending ervan.

**Art. 4.** Het opleidingsproces wordt vastgesteld in een opleidingsplan, als bijlage bij deze overeenkomst waarvan genoemd plan volledig deel uitmaakt.

Het opleidingsplan bevat de omschrijving van de beroepsactiviteit bij de werkgever, het opleidingsprogramma, de naam van de mentor(en) die de opvolging waarborgen en de stagiair begeleiden.

Het verloop van de opleiding wordt geëvalueerd volgens de regels omschreven in artikel 8, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding.

**Art. 5.** Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding moet de werkgever in het kader van de uitvoering van huidige overeenkomst:

1° de stagiair ontvangen, over zijn integratie in de professionele omgeving tijdens de uitvoering van huidige overeenkomst waken, hem het arbeidsreglement bij de ondertekening van huidige overeenkomst overhandigen en zich ertoe verbinden de stagiair niet alleen te laten op de plaats van uitvoering van de overeenkomst;

2° de stagiair opleiden door hem taken toe te vertrouwen die verband houden met zijn opleidingsplan en de in te vullen beroepsactiviteit;

3° de nodige voorzorgsmaatregelen nemen om de stagiair te beschermen tegen de eventuele risico's gebonden aan de uitvoering van huidige overeenkomst en hem daarvoor informeren over de gevaren en na te leven veiligheidsmaatregelen en hem, in voorkomend geval, een beschrijving van die gevaren en maatregelen overhandigen;

4° de stagiair voorbereiden op de uitoefening van de in te vullen beroepsactiviteit, meer bepaald door hem ter beschikking te stellen: bijstand, gereedschap, rekening houdende met de normale slijtage ervan, de grondstoffen, de nodige werk- en beschermende kledij;

5° de stagiair in de onderneming op te leiden of, in voorkomend geval, bij een opleidingsverstrekker te laten opleiden volgens de nadere regels bepaald in artikel 2 van huidige overeenkomst en overeenkomstig het opleidingsplan bijgevoegd bij deze overeenkomst;

6° een DIMONA-aangifte doen bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid uiterlijk bij aanvang van uitvoering van deze overeenkomst;

7° met "Forem" samenwerken door laatstgenoemde diens opdracht inzake het waken over de zorgvuldige uitvoering van de opleiding te laten uitoefenen en hem onverwijld in te lichten over iedere moeilijkheid die bij de uitvoering van deze overeenkomst zou kunnen ontstaan;

8° de specifieke administratieve en pedagogische documenten, nodig voor de technische en pedagogische opvolging van deze overeenkomst door "Forem" invullen en aan "Forem" overmaken, meer bepaald het afschrift van het attest van beroepscompetenties uitgereikt aan de stagiair, de effectieve maandelijkse prestatiestaten voor de verstreken maand, waarbij deze staten aan "Forem" doorgegeven worden overeenkomstig de nadere regels bepaald in artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 ter uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding;

9° overeenkomstig de voorwaarden bepaald in artikel 5, § 1, lid 2, van het decreet, de stagiair verzekeren tegen de arbeidsongevallen en de ongevallen van en naar het werk door bij een erkende verzekeringsmaatschappij of -kas een verzekeringspolis te sluiten die de stagiair dezelfde voordelen waarborgt als de voordelen ten laste van de verzekeraar gelegd bij de wet van 10 april 1971 over de arbeidsongevallen, waarbij deze verzekering eveneens de ongevallen dekt op de weg naar de plaats van uitvoering van de overeenkomst voor een instapopleiding en, in voorkomend geval, bij de opleidingsverstrekker, evenals de ongevallen die zich voordoen tijdens de opleidingsactiviteiten georganiseerd zowel op de plaats van uitvoering van de overeenkomst voor een instapopleiding als bij een opleidingsverstrekker;

10° aangifte doen bij de verzekersmaatschappij van alle ongevallen die zich hebben voorgedaan, onmiddellijk "FOREm" inlichten en, meer in het algemeen, al zijn verplichtingen nakomen; als het ongeval zich voordoet op de weg naar de plaats van uitvoering van de overeenkomst voor een instapopleiding dienen de gegevens voor het invullen van de ongevalaangifte zo snel mogelijk door de stagiair verstrekt te worden en als het ongeval zich voordoet bij de opleidingsverstrekker moet deze onmiddellijk de werkgever inlichten en hem de gegevens mededelen met het oog op het invullen van de ongevalaangifte;

11° de schade dekken berokkend door de stagiair aan derden van de werkgever door een verzekeringsovereenkomst "burgerlijke aansprakelijkheid" te sluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij;

12° voldoen aan bepalingen van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, alsmede de verplichtingen uitgevaardigd bij de Codex over het welzijn op het werk, bij het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of de collectieve arbeidsovereenkomsten die toepasselijk zijn op de onderneming, met inbegrip van de tenlasteneming van de voorafgaande medische onderzoeken;

13° maandelijks "FOREm", in verhouding tot de effectieve prestaties van de stagiair die "Forem" worden medegedeeld volgens de nadere regels bepaald in artikel 13, lid 5, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding of bij ontstentenis in verhouding tot de wekelijkse duur van de prestaties bepaald voor de stagiair in artikel 2, een financiële tegemoetkoming storten, berekend op grond van een bedrag van... overeenkomstig artikel 15, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding;

14° er zoveel mogelijk voor zorgen om een mentor aan te wijzen die de gewone mentor, afwezig voor een korte periode, kan vervangen, onverminderd de maatregelen die door de onderneming moeten genomen worden om de gewone mentor te vervangen in geval van afwezigheid van lange duur of in geval van verandering van mentor; de plaatsvervangende mentor zal zo goed mogelijk aan het profiel en aan de voorwaarden vereist voor de gewone mentor voldoen;

15° uiterlijk de laatste dag van de uitvoering van huidige overeenkomst de stagiair het attest van beroepscompetenties, verworven tijdens de uitvoering van huidige overeenkomst zoals bepaald in artikel 5, § 1, lid 1, 8°, van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding overmaken;

16° de stagiair in het kader van de arbeidsovereenkomst te werk stellen voor de in te vullen beroepsactiviteit na afloop van huidige overeenkomst voor een instapopleiding overeenkomstig artikel 12 als hieronder bepaald.

**Art. 6.** In het kader van de uitvoering van huidige overeenkomst moet de stagiair:

1° de opleiding met de nodige inzet volgen tot beëindiging ervan, met inachtneming van de wekelijkse duur van de prestaties, bedoeld in artikel 2, en van de gezamenlijke nadere regels van onderhavige overeenkomst;

2° zich met het oog op de goede uitvoering van huidige overeenkomst richten naar de richtlijnen die hem door de werkgever gegeven worden, via één van zijn gevolmachtigden of aangestelden of zijn mentor;

3° zich van alles onthouden wat schade zou kunnen berokkenen, hetzij aan zijn eigen veiligheid of aan die van de personen die hem bijstaan, hetzij aan derden;

4° de hem het toevertrouwde gereedschap, de ongebruikte grondstoffen en werk- en beschermende kledij in goede staat aan de onderneming teruggeven;

5° de werkgever en de opleidingsverstrekker onmiddellijk op de hoogte van elke afwezigheid brengen en hen de gegevens en attesten meedelen om zijn afwezigheid te rechtvaardigen binnen de twee werkdagen, behalve andersluidende bepalingen voorzien in het arbeidsreglement;

6° bereid zijn om in het kader van de activiteit van de werkgever eventuele verplaatsingen te ondernemen waarin het opleidingsplan voorziet;

7° de werkgever en "FOREm" iedere verandering in zijn situatie meedelen die een impact heeft op de uitvoering van deze overeenkomst voor een instapopleiding;



8° zich onthouden, zowel tijdens deze overeenkomst als erna, van de onthulling van fabricage- of zakengeheimen alsook van de geheimen van elke zaak met een persoonlijk of vertrouwelijk karakter waarvan hij kennis zou hebben gehad vanwege zijn aanwezigheid bij de werkgever;

9° "FOREm" onverwijld inlichten over iedere moeilijkheid die zou kunnen ontstaan bij de uitvoering van deze overeenkomst.

**Art. 7.** Overeenkomstig artikel 7 van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding is "FOREm" in het kader van de uitvoering van huidige overeenkomst belast met :

1° het zorgen voor de technische en pedagogische opvolging van de overeenkomst voor een instapopleiding;

2° het toezicht op het zorgvuldig verloop van de opleiding;

3° het betalen, aan de stagiair, van de belastbare maandelijkse premie bedoeld in artikel 8 als nabedoeld;

4° het betalen, aan de stagiair, van de reiskosten bedoeld in artikel 9 als nabedoeld;

5° het betalen aan de stagiair, voor de kinderen die hij ten laste heeft, van de tegemoetkoming in de kosten van opvang, kinderonthaal, kinderkuis of schoolse opvang als bedoeld in artikel 10 hierna bedoeld;

6° het storten aan de werkgever van een vergoeding voor de opleidingskosten wanneer het opleidingsprogramma als bijlage bij deze overeenkomst in de organisatie ervan voorzien door een derde als omschreven in artikel 2, 5°, e), van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding;

7° het maandelijks aan de werkgever richten van een schuldvorderingsaangifte voor zijn forfaitaire financiële tegemoetkoming als vastgesteld overeenkomstig artikel 5, 13°, bovenbedoeld, waarbij hij hem verzoekt binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de derde werkdag volgens op de datum van verzending van de schuldvorderingsaangifte de betaling te verrichten.

**Art. 8.** De maandelijkse premie bedoeld in artikel 6, lid 2, 1°, van het decreet, die de stagiair vanwege "FOREm" ontvangt, bedraagt voor een overeenkomst voor een instapopleiding waarvan de wekelijkse duur van de prestaties overeenstemt met een voltijdse arbeidsregeling:

1° twintig percent van het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen (GGMMI), vastgesteld door de Nationale Arbeidsraad als het bedrag van de uitkeringen, het inkomen of vergoedingen bedoeld in artikel 6, lid 2, 1°, van het decreet 38,50euro per dag of meer bedraagt, aangepast volgens de indexering van de sociale uitkeringen;

2° veertig percent van het GGMMI, vastgesteld door de Nationale Arbeidsraad als het bedrag van de uitkeringen, het inkomen of vergoedingen bedoeld in artikel 6, lid 2, van het decreet schommelt tussen 25,66 euro per dag en 38,49 euro per dag, aangepast volgens de indexering van de sociale uitkeringen;

3° zestig percent van het GGMMI, vastgesteld door de Nationale Arbeidsraad als het bedrag van de uitkeringen, het inkomen of vergoedingen bedoeld in artikel 6, lid 2, van het decreet 25,65 euro per dag bedraagt, aangepast volgens de indexering van de sociale uitkeringen;

4° tachtig percent van het GGMMI, vastgesteld door de Nationale Arbeidsraad als de stagiair geen enkele uitkering, geen enkel inkomen of geen enkele vergoeding krijgt als bedoeld in artikel 6, lid 2, van het decreet.

Als de wekelijkse duur van de prestaties van de overeenkomst voor een instapopleiding overeenstemt met een deeltijdse arbeidsregeling, wordt het bedrag van de premie bedoeld in lid 1 berekend in verhouding tot de wekelijkse duur van de prestaties.

**Art. 9.** Ongeacht het gebruikte vervoersmiddel neemt "FOREm" de reiskosten te laste van de stagiair tussen zijn verblijfplaats en de bedrijfseenheid opgegeven in deze overeenkomst, op grond van de tarieven van het goedkoopste openbare vervoer en op voorwaarde dat het enkelvoudig traject een afstand bedraagt kleiner dan of gelijk aan 5 km.

**Art. 10.** Voor de kosten, aangetoond voor de opvang, het onthaal en het kinderkuis, bedraagt de tegemoetkoming van "FOREm" 4 euro per dag en per kind ten laste van de stagiair.

Voor de kosten, aangetoond voor schoolse opvang, bedraagt de tegemoetkoming van "FOREm" 2 euro per dag en per kind ten laste van de stagiair.

**Art. 11.** De overeenkomst voor een instapopleiding kan voortijdig eindigen, o.a.:

1° op de datum waarop de curator het faillissement van de werkgever mededeelt;

2° bij een gemotiveerde beslissing van de stagiair bij niet-inachtneming door de werkgever van de verplichtingen bepaald in artikel 5, § 1, lid 1, 3°, 4° en 7°, van het decreet;

3° bij een gemotiveerde beslissing van de werkgever in geval van staking van activiteiten, onbekwaamheid van de stagiair met betrekking tot zowel zijn lichamelijke als geestelijke capaciteiten, evenals tot zijn competenties inzake gedragingen en relaties, het niet-verkrijgen van de voorziene attestering op vlak van opleiding die verplicht zou zijn voor de uitoefening van het aangeleerd beroep, in geval van vroegtijdige indienstneming van de stagiair die alle vereiste competenties voor de post heeft verworven voor beëindiging van de opleidingsperiode;

4° bij een gemotiveerde beslissing van "FOREm" bij niet-inachtneming door de werkgever van de verplichtingen bepaald in artikel 5, § 1, lid 1, 5°, 6°, 12° en 14° van het decreet.

De informatie met betrekking tot de verbreking van de overeenkomst voor een instapopleiding en de motivering ervan worden binnen de zeven dagen volgend op de dag van uitwerking van de verbreking aan "FOREm" overgemaakt.

**Art. 12.** De werkgever verbindt zich ertoe, de stagiair aan te werven met een arbeidsovereenkomst voor de beroepsactiviteit die deze heeft aangeleerd onmiddellijk na einde van deze overeenkomst, voor een duur die minstens aan deze van de overeenkomst gelijk is, met een brutomaandloon van... voor een voltijdse werkregeling vastgesteld met inachtneming van de collectieve arbeidsovereenkomsten of volgens de barema's geldend bij de overheid.

**Art. 13.** Door het document met het opleidingsplan, dat bij deze overeenkomst wordt gevoegd, te hebben ondertekend, verklaren de partijen zich akkoord met bedoeld plan.

**Art. 14.** Partijen verklaren kennis te hebben genomen van het decreet van 25 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding en van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding.

Zo opgesteld te... op... in drie origineel exemplaren ondertekend door de partijen die hun exemplaar verklaren te hebben ontvangen.

Werkgever

Stagiair

Voor "FOREm",

De administrateur-generaal,

Marie-Kristine

VANBOCKESTAL

Vertegenwoordigd door:

## Bijlage bij de overeenkomst voor een instapopleiding: opleidingsplan

**PLAN VOOR EEN INSTAPOLEIDING**

Gewestelijke directie: Plan i.o. nummer: Plan i.o. adviseur: Tel : E-mail :	Werkgever: Gebruikende onderneming: [1] Plaats(en) van de opleiding: Tel : E-mail : Mentor: Stagiair : Tel : E-mail :
---	---

**Titel van de opleiding:****Omschrijving van de opleiding**

Deze activiteiten en competenties moet de stagiair verwerven.

<b>Noden van de onderneming</b>	<b>Reeds door de stagiair verworven</b>	<b>Die de stagiair moet verwerven</b>
1. Basisactiviteiten van de beroepsactiviteit 2. Specifieke activiteiten van de beroepsactiviteit 3. Vaardigheden <sup>[2]</sup> ... 4. Andere activiteiten, competenties, ervaringsgerichtheid en/of kennisgerichtheid die specifiek zijn voor de onderneming (bv: opleidingen bij derden <sup>[3]</sup> , bekrachtiging competenties...)		

Globale duur van de opleiding <sup>[4]</sup> :

Handtekening/datum :

Onderneming :

Stagiair

Adviseur instapopleiding

## Bijlage 2 : model van de over

**Tussen de werkgever :**

Firmanaam.....

Vorm: .....

Maatschappelijke zetel / adres te...

KBO-nummer van de onderneming: .....

Benaming van de inrichtingseenheid:

Bedrijfseenheid te...

KBO-nummer bedrijfseenheid: .....

geldig vertegenwoordigd door de heer... (naam, voornaam), met woonst te... (postcode, plaatsnaam, adres, nr.).

INSZ...

**Die de opleiding van de stagiair heeft verricht****En de Werkgever**

Firmanaam.....

Vorm: .....

Maatschappelijke zetel / adres te...

KBO-nummer van de onderneming: .....

Benaming van de inrichtingseenheid:

Bedrijfseenheid te...

KBO-nummer bedrijfseenheid: .....

geldig vertegenwoordigd door de heer... (naam, voornaam), met woonst te... (postcode, plaatsnaam, adres, nr.).

INSZ...

**Die de stagiair met een arbeidsovereenkomst in dienst neemt****En****De Stagiair**

De heer/mevr... (naam, voornaam) met woonst te... (postcode, plaatsnaam, adres, nr.). INSZ: .....

**En**

De "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" ("FOREm"), openbare instelling vallend onder het decreet van 6 mei 1999, met zetel te 104, Boulevard Tirou te 6000 Charleroi, geldig vertegenwoordigd door Marie-Kristine VANBOCKESTAL, administrateur-generaal

Overeenkomstig het decreet van 3 april 19 betreffende de individuele beroepsopleiding.

**Wordt overeengekomen wat volgt :**

**Artikel 1.** Werkgever..., die op... een overeenkomst voor een instapopleiding gesloten heeft voor een duur van... weken die de opleiding van de stagiair voor de beroepsactiviteit... gewaarborgd heeft, kan de indienstneming van de stagiair met een arbeidsovereenkomst niet uitvoeren.

**Art. 2.** Werkgever... verbindt zich ertoe, de stagiair met een arbeidsovereenkomst in dienst te nemen na afloop van de opleidingsperiode voor een minimumduur gelijk aan de duur initieel voorzien in artikel 1.

**Art. 3.** De overeenkomst voor een instapopleiding bedoeld in artikel 1 wordt bij huidige overeenkomst gevoegd om er volledig deel van uit te maken.

Werkgever bedoeld in artikel 2 verklaart eveneens kennis te hebben genomen van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding en van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding.

**Art. 4.** De indienstneming van de stagiair vindt plaats overeenkomstig de bepalingen van de paritaire commissie nr.... of de barema's geldend bij de overheid met het loon van..... euro uur/maand en onder de arbeidsregeling van... uur per week.

**Art. 5.** Huidige overeenkomst treedt in werking op....

De bepalingen kunnen enkel onderling worden gewijzigd, in de vorm van een aanhangsel, ondertekend door beide partijen en bij huidige overeenkomst gevoegd.

Aldus opgemaakt te....., op...

Zo opgesteld op in vier exemplaren ondertekend door de partijen die hun exemplaar verklaren te hebben ontvangen.

Voor de Werkgever  
die de opleiding verstrekt  
De Stagiair

Voor de Werkgever  
die de stagiair in dienst neemt  
Voor "FOREm",

<sup>[1]</sup> A compléter si l'employeur est une agence de travail intérimaire.

<sup>[2]</sup> Il s'agit des savoirs et des savoir-faire nécessaires à la réalisation des activités de base et/ou spécifiques de la fonction.

<sup>[3]</sup> In dit geval plaats van opleiding en duur nader opgeven.

<sup>[4]</sup> In weken uitgedrukt.

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/12915]

**16 MAI 2019. — Ordonnance portant assentiment à l'Accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, ainsi que le rapport, faits à Beijing le 29 juin 2015**

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** L'Accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, ainsi que le rapport, faits à Beijing le 29 juin 2015, sortiront leur plein et entier effet.

Les conditions d'accession à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, reprises dans la résolution n° 24 du Conseil des gouverneurs de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures du 21 mars 2017, sont acceptées.

**Art. 3.** Sous réserve de l'alinéa 3, les amendements à l'Accord adoptés sur la base de l'article 53 de l'Accord sortiront leur plein et entier effet.

Le Gouvernement bruxellois notifie au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale dans un délai de trois mois toute proposition d'amendement visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Dans un délai de six mois suivant la communication du Gouvernement bruxellois visée à l'alinéa 2, le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale peut s'opposer à ce qu'un amendement, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sorte son plein et entier effet.

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/12915]

**16 MEI 2019. — Ordonnantie houdende instemming met het Verdrag betreffende de Aziatische Infrastructuurinvesteringsbank, evenals het verslag, gedaan te Beijing op 29 juni 2015**

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het Verdrag betreffende de Aziatische Infrastructuurinvesteringsbank, evenals het verslag, gedaan te Beijing op 29 juni 2015, zullen volkomen gevolg hebben.

De toetredingsvoorwaarden tot de Aziatische Infrastructuurinvesteringsbank, zoals vastgelegd in de resolutie nr. 24 van de Raad van gouverneurs van de Aziatische Infrastructuurinvesteringsbank van 21 maart 2017, worden aanvaard.

**Art. 3.** Onder voorbehoud van het derde lid, zullen de wijzigingen aan het Verdrag die met toepassing van artikel 53 van het Verdrag aangenomen worden, volkomen gevolg hebben.

De Brusselse Regering meldt elk voorstel van wijziging als bedoeld in het eerste lid binnen een termijn van drie maanden aan het Brussels Hoofdstedelijk Parlement.

Binnen een termijn van zes maanden na de mededeling van de Brusselse Regering, bedoeld in het tweede lid, kan het Brussels Hoofdstedelijk Parlement zich ertegen verzetten dat een wijziging als bedoeld in het eerste lid, volkomen gevolg zal hebben.